

Education: "pas d'énième réforme" promet le nouveau ministre

Paris, 17 mai 2017 (AFP) -

Le nouveau ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a promis mercredi de "s'attacher aux problèmes concrets" et "donner la liberté aux acteurs du monde l'Education nationale", sans faire "une énième loi ou une énième réforme", après un mandat marqué par une loi de refondation de l'école.

"Il n'y aura pas une énième loi ou une énième réforme. Il y aura tout simplement la volonté de s'attacher aux problèmes concrets" en donnant "la liberté aux acteurs et du pouvoir à nos professeurs, chefs d'établissements et à l'ensemble des acteurs de l'Education nationale", a-t-il déclaré à la presse après la passation de pouvoir rue de Grenelle, où il succède à Najat Vallaud-Belkacem.

"Il n'y aura pas beaucoup de règles allant de haut en bas dans ce ministère", a-t-il encore déclaré dans son discours, allusion à la critique récurrente du corps enseignant envers la rue de Grenelle, perçue comme multipliant les réformes et les imposant "d'en haut" sans connaissance véritable du terrain.

A court terme, il a rappelé que la rentrée 2017 était déjà en grande partie préparée, "mais nous ferons les changements promis par le président de la République" pour "tout ce qui sera à notre portée".

Il souhaite donc se concentrer sur le vocabulaire en maternelle puis sur la première année de l'école élémentaire, pour qu'à la fin de l'année scolaire 2017/18, "il n'y ait pas d'enfant qui sorte du cours préparatoire avec des retards importants en lecture, écriture", a-t-il dit. "C'est évidemment une priorité nationale".

Dans son programme de campagne, le président Emmanuel Macron s'est engagé à ramener à douze maximum le nombre d'élèves en classe de CP et CE1 dans les écoles des réseaux d'éducation prioritaire. Ce dispositif devrait entrer en vigueur dès septembre prochain pour les CP des réseaux d'éducation prioritaires renforcés (REP+), avait indiqué précédemment l'équipe éducation de Macron.

Concernant les rythmes scolaires, il s'agit là encore de "redonner de la liberté aux acteurs". Au collège, Jean-Michel Blanquer souhaite que les langues anciennes et l'allemand "soient valorisés à leur juste place, avec notamment le rétablissement des classes bilangues", dont une partie a été supprimée dans le cadre de la réforme du collège mise en oeuvre à la rentrée 2016.

Il a indiqué à plusieurs reprises privilégier "une démarche pragmatique", conserver "ce qui fonctionne" et "passer à autre chose" quand des dispositifs "ne vont pas".

"Je n'ai pas tout bien fait et je n'ai pas tout fini", a déclaré de son côté Najat Vallaud-Belkacem, "mais je suis heureuse d'avoir retiré" aux professeurs "quelques épines du pied", a-t-elle dit, évoquant les créations de postes et la revalorisation salariale.

fmp-ang/cld/cam

Afp le 17 mai 17 à 20 14.